

Faits saillants de la COP 15 de la CNULCD : Lundi 16 mai 2022

Après la Journée de la science au Pavillon des Conventions de Rio et une visite de terrain à Yamoussoukro le week-end, la deuxième semaine de la 15^e session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (COP 15 de la CNULCD) a débuté à Abidjan, Côte d'Ivoire. Les participants ont porté leur attention sur l'examen de la mise en œuvre de la Convention sur le terrain. Dans la matinée, au sein du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention (CRIC), les délégués ont fourni des observations visant à améliorer les procédures de communication des données, ainsi que la qualité et les formats des rapports. Les participants ont en outre examiné l'intégration de l'objectif de développement durable 15 (ODD 15) et de la cible connexe 15.3 dans la mise en œuvre de la Convention et la neutralité en matière de dégradation des terres (NDT), ainsi que l'élaboration et la promotion d'activités de renforcement des capacités ciblées pour poursuivre la mise en œuvre de la Convention.

L'après-midi, la Grande Commission (GC) s'est réunie à nouveau, avec le CRIC en parallèle, où un groupe de représentants régionaux a présenté leurs efforts pour renforcer les capacités en vue d'atteindre la NDT. Deux groupes de contact de la GC sur le budget et sur les questions diverses se sont réunis, ainsi que le groupe de contact du CRIC.

Le Comité d'examen de l'application de la Convention

Le président du CRIC, Andrew Bishop, a ouvert la deuxième réunion du CRIC.

Améliorer les procédures de communication des informations ainsi que la qualité et les formats des rapports à soumettre à la Conférence des Parties : Le Secrétariat a présenté les documents pertinents (ICCD/CRIC(20)/9, ICCD/CRIC(20)/INF.1 et ICCD/CRIC(20)/10), mettant en évidence les outils d'apprentissage en ligne pour soutenir les rapports nationaux pendant la pandémie, et soulignant que les délais de rapport dépendraient des dates convenues pour la COP 16.

Le Secrétariat a présenté la 4^{ème} édition du Système d'examen des performances et de mise en application (SEPMA 4), mettant en évidence les nouvelles fonctionnalités géo-spatiales et autres. Alex Zvoleff, Conservation International (CI), a présenté

les innovations de la plateforme en ligne de surveillance des changements de terres Trends. Earth, permettant un meilleur contrôle sur les rapports nationaux, y compris la personnalisation des ensembles de données, et les fonctionnalités à venir comme le signalement des faux positifs et négatifs, et la modification des légendes de la couverture terrestre.

Les Parties ont reconnu les progrès réalisés et le soutien du Secrétariat et des partenaires sur les outils de notification, le renforcement des capacités et l'accès aux experts régionaux. De nombreuses parties ont déploré l'absence de réponse du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) concernant la fourniture d'un soutien financier pour les communications nationales (projets parapluie), et ont souligné la nécessité d'aligner le calendrier des ressources sur les délais de rapport, soulignant le besoin urgent de renforcement des capacités et d'une expertise technique de haut niveau pour assurer des rapports de haute qualité.

Le LAOS et l'INDE ont souligné les défis spécifiques de la mesure et de la notification de l'érosion des sols, des stocks de carbone et de la productivité des terres. L'ANGOLA a déploré les problèmes persistants d'accès aux outils en ligne. FIDJI, s'exprimant au nom des pays insulaires du Pacifique, a souligné les impacts du changement climatique et de la désertification, de la dégradation des terres et de la sécheresse (DLDD) pour les petits États insulaires en développement (PEID), et les défis spécifiques en termes de résolution insuffisante des ensembles de données mondiaux. L'INDE a demandé une classification technique scientifiquement solide des types d'utilisation des terres, et des types et de la gravité de la dégradation des terres. L'ÉQUATEUR a souligné les coûts et les défis du maintien des processus nationaux de collecte de données. Le BANGLADESH a souligné la pertinence de la saisonnalité pour les indicateurs de couverture terrestre. La FAO a donné des précisions sur l'assistance fournie aux pays pour le suivi des progrès vers les objectifs de NDT et sur les outils disponibles pour les indicateurs pertinents aux niveaux national et infranational.

Mise en œuvre efficace de la Convention aux niveaux national, sous-régional et régional : Intégration de l'Objectif de développement durable 15 et de la cible connexe 15.3 dans la mise en œuvre de la Convention et la neutralité en matière de dégradation des terres : Le Secrétariat a présenté les documents pertinents (ICCD/CRIC(20)/7 et ICCD/CRIC(20)/10).

Plusieurs parties ont décrit les efforts déployés pour atteindre les objectifs de NDT. La Sierra Leone, au nom de l'AFRIQUE, a reflété la valeur des partenariats et la nécessité d'un élan politique et économique pour relever l'ambition, appelant à un financement suffisant pour mener des actions visant à atteindre les objectifs de la NDT. La CÔTE D'IVOIRE a lancé un appel au Fonds NDT pour qu'il mette à disposition les « fonds fantômes » et la RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO a fait écho au besoin de ressources pour intégrer les cibles NDT dans les plans nationaux. Le NIGER a appelé à un soutien au renforcement des capacités pour, entre autres, assurer la synergie des indicateurs de carbone, communiquer avec les parties prenantes et rendre compte des progrès accomplis.

Les ÉTATS-UNIS ont réitéré que la CNULCD est l'entité officielle de notification pour la cible 15.3 des ODD, mais pas pour les activités de mise en œuvre connexes et ont appelé la Convention à maintenir l'accent sur les terres arides dans les cibles de la NDT.

L'UE a appelé les parties à employer des approches systémiques et multisectorielles et une planification à long terme pour atteindre les objectifs de NDT, en encourageant la coopération et les synergies avec toutes les parties prenantes pour une mise en œuvre efficace.

Le BANGLADESH a souligné la valeur de la gestion durable des terres (GDT) et de la restauration des terres dans la résolution de la dégradation des terres, soutenant les synergies avec les Conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm (BRS) et de Rio.

La CHINE a mis en exergue le Centre de gestion des connaissances sur la lutte contre la désertification en tant que plate-forme pour partager les expériences de prévention et de contrôle de la dégradation des terres, et a appelé à la suppression de la référence d'un paragraphe relatif au financement, affirmant que l'expression « d'autres en mesure de le faire » n'est pas claire.

Le BANGLADESH a appelé à un outil d'évaluation pour calculer les ressources nécessaires pour atteindre les objectifs nationaux de NDT, et avec le LAOS, la TANZANIE et la MAURITANIE, a appelé à des ressources et à une assistance technique pour mettre en œuvre leurs plans de NDT et élaborer des rapports. La GAMBIE a souligné la nécessité d'avoir une approche de l'ensemble de la société et pour les gouvernements d'aider les communautés locales à disposer de systèmes de gestion des terres qui soient stables et sûrs.

Élaboration et promotion d'activités ciblées de renforcement des capacités pour favoriser la mise en œuvre de la Convention :

Le Secrétariat a présenté les documents pertinents (ICCD/CRIC(20)/6 et ICCD/CRIC(20)/10).

Sept conférenciers issus de chacune des annexes de mise en œuvre régionale, d'Europe occidentale et autres États (EOAE) et d'organisations de la société civile (OSC) ont présenté leurs initiatives de renforcement des capacités.

La République dominicaine, représentant l'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES, a partagé les activités entreprises, dont notamment: l'établissement de mécanismes de coordination

pour faciliter la mise en œuvre de la convention ; la conduite de programmes de formation des formateurs ; et la création de synergies à travers des liens avec les objectifs d'Aichi et de Sendai.

Au nom de la MEDITERRANEE du NORD, la Turquie a signalé avoir organisé 1 100 experts de 108 pays d'Afrique, du Caucase, d'Asie et d'Europe de l'Est pour organiser des formations et des ateliers internationaux sur le renforcement des capacités en vue de permettre la NDT. Concernant l'Initiative d'Ankara, le délégué a souligné qu'elle s'appuie sur toute la gamme de ces compétences, expertises et expériences pour fournir un soutien pratique.

Parlant au nom de l'ASIE, la République de Corée a décrit la fourniture d'une aide aux pays de la région à travers le partage des techniques de plantation, des technologies de gestion des terres et la fourniture de paquets d'aide au compost. Concernant l'Initiative de Changwon créée en 2011, il a souligné l'aspect virtuel du renforcement des capacités à travers un cours d'apprentissage en ligne pour les pays les moins avancés (PMA) et le Greening Drylands Partnership.

Le Canada, représentant l'EOAE, se concentrant sur le genre, a partagé ses expériences en matière de mise en œuvre d'une politique d'aide internationale féministe et a fait observer qu'il est crucial de considérer les femmes comme des détentrices de droits et des agents de transformation. Pour l'avenir, il a suggéré, entre autres : de doter le Caucus sur le Genre d'une structure officielle et d'un mandat ; de faciliter l'équilibre entre les sexes parmi les délégués à la COP ; et de fournir des ressources adéquates aux organisations de femmes.

Le Ghana, représentant l'AFRIQUE, a souligné les lacunes dans le suivi et l'établissement de rapports, les ressources humaines et le leadership, le financement, l'information et la technologie, les capacités institutionnelles, politiques et juridiques. Le délégué a appelé, entre autres, à : élargir le marché du renforcement des capacités (CBM) ; faciliter l'accès des femmes à la propriété foncière; et une formation à l'élaboration de propositions pour faciliter l'élaboration de projets bancables.

Pour l'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE (ECO), la Bosnie-Herzégovine a déclaré que le renforcement des capacités est un élément clé de la réalisation de la NDT pour toutes les parties prenantes et les institutions techniques et, en tant qu'efforts spécifiques dans la région, il a décrit : un atelier régional sur la création d'objectifs nationaux de NDT en 2017, des ateliers préalables au CRIC 17 en 2019 et un atelier régional sur le financement de la NDT.

Zero Waste Antigua-et-Barbuda, parlant au nom des OSC, a exhorté les ateliers de renforcement des capacités à être inclusifs afin d'éviter les pratiques de gestion mal avisées. Elle a averti que le fait de laisser les parties prenantes locales en dehors des processus de conception et de planification entraînerait des lacunes dans le partage d'informations vitales et les échanges de connaissances entre les partenaires.

Dans les déclarations qui ont suivi, la CHINE a exprimé : son appréciation pour les activités de renforcement des capacités déjà

entreprises; et un soutien continu pour promouvoir la mise en œuvre de la CNULCD « à un nouveau niveau ».

L'UE a souligné que le renforcement des capacités est une priorité, et a encouragé: l'approfondissement des synergies et des liens conceptuels avec d'autres agences des Nations Unies ; le développement d'un CBM impliquant les OSC et le secteur privé ; et la poursuite d'une approche transformatrice et inclusive fondée sur le genre.

Diverses OSC ont partagé des activités de mise en œuvre en Asie et dans la région arabe, y compris la plate-forme Landscape Partnership Asia, visant à mettre en œuvre des investissements basés sur la performance dans la restauration des zones arides et des zones sujettes à la sécheresse en Asie, et des succès dans la facilitation de la mise en œuvre du cadre cible de la NDT dans la région arabe.

La Grande Commission

Le président Francisco Jose Avila a ouvert la troisième réunion de la GC.

Cadre stratégique UNCCD 2018-2030 : examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre du plan de communication de l'UNCCD et de la Décennie des Nations Unies pour les déserts et la lutte contre la désertification (2010-2020) : Le Secrétariat a présenté les documents ICCD/COP(15)/3 et ICCD/ COP(15)/21.

L'UE a accueilli avec satisfaction le plan de communication, soulignant la valeur de l'engagement des jeunes et des communautés non anglophones. La CHINE a mis en exergue les activités de sensibilisation du public menées à l'échelle nationale.

Promotion et renforcement des relations avec d'autres conventions et organisations, institutions et agences internationales pertinentes : Le Secrétariat a présenté les documents pertinents (ICCD/COP(15)/4 et ICCD/COP(15)/21).

Les pays ont salué les efforts du Secrétariat, soulignant l'importance d'une coopération étroite avec d'autres conventions, organisations et institutions dont les mandats sont complémentaires ou se chevauchent pour relever les défis liés au climat, à la biodiversité et à la gestion des terres et à la réalisation des ODD.

Le ROYAUME-UNI, avec l'UE, a appelé à un engagement continu pour renforcer les liens avec la Convention-cadre des Nations Unies sur la lutte contre les changements climatiques (CCNUCC) et la Convention sur la biodiversité biologique (CDB), et a encouragé les projets qui utilisent des approches intégrées. La CHINE a souligné sa contribution aux Perspectives foncières mondiales. Le JAPON a appelé à attirer l'attention sur les organisations pertinentes au-delà des autres agences des Nations Unies, telles que l'Association Internationale des Bois Tropicaux. L'INDE a mis en exergue ses objectifs de reboisement et ses contributions au défi de Bonn. Le KENYA a rappelé l'urgence de traiter les trois Conventions de Rio ensemble. L'Agence internationale pour les énergies renouvelables, au nom des OSC, a réitéré sa volonté de renforcer le partenariat avec la CNULCD pour travailler sur le lien terre-énergie, soulignant que les incitations à la production de bioénergie pour fournir les flux de revenus nécessaires contribueront à atteindre la NDT.

Questions de procédure : Participation et implication des organisations de la société civile dans les réunions et processus de la CCD : Le Secrétariat a présenté les documents pertinents (ICCD/COP(15)/12 et ICCD/COP(15)/21). L'UE a accueilli favorablement le rapport et a encouragé l'augmentation de l'engagement des jeunes dans les réunions futures.

Participation et implication du secteur privé dans les réunions et les processus de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et la stratégie d'engagement des entreprises : Le Secrétariat a présenté les documents pertinents (ICCD/COP(15)/13 et ICCD/COP(15)/21).

Les Parties se sont félicitées de l'évaluation de la stratégie d'engagement du secteur privé 2021-2030. L'UE a ajouté son soutien à des garanties environnementales solides, demandant des informations supplémentaires sur la mise en œuvre de la stratégie, des orientations sur les voies à suivre et des détails sur les enseignements tirés.

OMAN a souhaité savoir quels mécanismes seraient utilisés pour engager la participation privée. Les OSC ont souligné l'importance de veiller à ce que l'engagement du secteur privé respecte les valeurs inhérentes à la Convention.

La GC a renvoyé ces quatre articles au groupe de contact chargé des Questions diverses.

Dans les couloirs

Les délégués sont revenus lundi après un week-end court et chargé. Le samedi a été consacré à un travail ininterrompu dans des groupes de contact, compensant ce qu'un délégué a qualifié de « beaucoup de temps passé à attendre » durant la première semaine. Malgré le placement quelque peu malheureux de la Journée de la science du pavillon des conventions de Rio au cours du week-end, qui semblait confirmer les sentiments partagés lors des réunions du CST selon lesquels la science n'obtient pas le niveau de reconnaissance qu'elle mérite, les délégués ont adopté avec enthousiasme et se sont volontairement plongés dans le vif du sujet de la collecte et partage de données pour les DDTS et les problèmes connexes. Cela a montré que la CNULCD est vraiment une « convention scientifique », comme l'a souligné un pays lors de la discussion de lundi sur les indicateurs pour les communications nationales.

La disponibilité et l'accès au financement ont été des thèmes récurrents lors de la session du matin du CRIC, un pays ayant demandé les « fonds fantômes » du Fonds NTD. Les ressources limitées étaient une expérience commune, ressentie à tous les niveaux. Au cours de ses réflexions sur la manière d'accéder aux fonds du FEM finalement approuvés pour soutenir les communications nationales des pays, un responsable du PNUE a exhorté les délégués à « prendre simplement notre personnel où que vous le trouviez » pour des discussions bilatérales, car ils n'avaient pas de bureau sur place. Un avertissement a également été lancé pour ne pas engager le secteur privé d'une manière qui « éloigne la Convention de ce que nous disent la science et les savoirs traditionnels », ou, selon les mots de l'un d'entre eux : « Méfiez-vous des intérêts des entreprises qui placent le profit en premier ».